

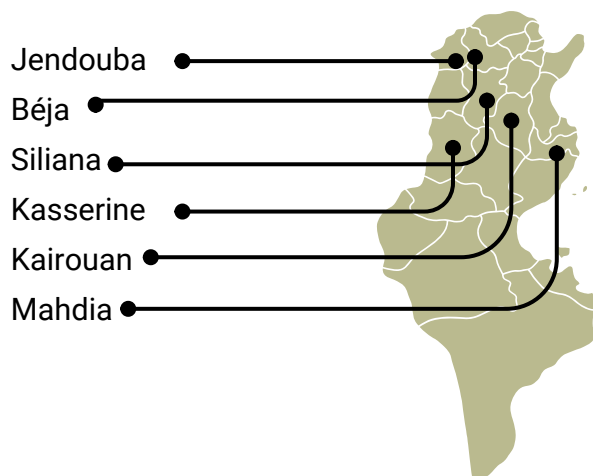
ILHEM MESSAOUDI

Agroéconomiste, directrice du Projet de structuration des services économiques et environnementaux aux transformatrices agroalimentaires tunisiennes (PSSEETAT)

Une phrase imprimée au fond du cœur

« Si j'avais étudié, je pourrais être comme toi. » Pendant un stage d'agronomie, dans un champ de tomates, une femme s'adresse à Ilhem Messaoudi. Debout depuis 3 heures du matin, celle-ci s'active avant la chaleur qui deviendra rapidement insupportable : « Je n'ai jamais oublié cette femme, sa figure, ses mots. »

En 2022, quand elle se joint au projet PSSEETAT pour diriger l'équipe tunisienne après avoir travaillé auprès d'une organisation nationale agricole, elle reprend contact avec ces femmes de terrain : « Même toutes jeunes, je découvre dans leurs visages, leurs mains abimées, leurs familles nombreuses qu'elles ont vécu plusieurs épreuves. »



Ce faisant, elle retrouve des souvenirs d'enfance : « Dans ma région natale, je les voyais rapporter l'eau sur le dos sur les animaux ou qui s'en chargeaient elles-mêmes, qui prenaient la responsabilité de l'élevage, de la transformation, pour nourrir leur famille. Mes tantes, par exemple, n'ont pas eu cette chance d'apprendre à lire et écrire et ont fait porter cette responsabilité sur leur père... qui n'a pas permis leur éducation. » Voilà ce qui va la guider : agir pour qu'on vive dignement de l'agriculture, en particulier les femmes rurales, doublement vulnérables.

Un projet de territoire

Ilhem dirige aujourd'hui une équipe de 26 personnes, établie à Tunis et dans six gouvernorats tunisiens : Béja, Siliana, Jendouba, Kasserine, Kairouan et Mahdia, régions sélectionnées au départ par l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche. Les associations, diversifiées, ne présentent pas toutes le même profil, entre autres pour faire en sorte que les régions les plus « développées » puissent partager leur expertise.



Le projet vise le renforcement de l'offre de services des Sociétés mutuelles de services agricoles et des Groupements de développement agricole. Ces structures professionnelles, existantes, accueillent favorablement l'idée d'améliorer la transformation agroalimentaire dans le contexte des changements climatiques. Les questions de genre, en particulier celles qui concernent les droits des femmes, sont au cœur de la démarche.

Les formatrices sélectionnées vivent en région. De jeunes diplômées trouvent ainsi un emploi et n'ont pas à migrer vers la capitale : « Nous n'embauchons pas de consultants. Notre équipe fait appel à des salariés. » Notre intérêt commun est la situation des femmes; elles sont au cœur de toutes nos actions : « C'est un projet de développement qui impacte directement la transformation, nous nous attardons à un nouveau maillon de la chaîne. Les femmes ne sont pas toutes agricultrices et on touche une clientèle différente. Notre but est de leur permettre de vivre de cette transformation. Actuellement, elles n'osent pas demander leur part d'héritage ». Ce droit à la terre, s'il est dans la loi, ne se traduit pas dans la vie quotidienne.

Adapter la réalité du terrain à la formation

Une fois les diagnostics posés en début de projet, les premiers concernés ont eu leur mot à dire sur les thématiques et les façons de procéder. Les formatrices, plutôt que de monter des cours magistraux, procèdent par le biais de formations animées, des jeux, des exercices concrets : « Nous nous adaptons, elles avancent et nous surprennent! Un exemple, alors qu'on pensait ne pas proposer de formation pendant le ramadan, certaines ont répondu non : vous avez créé une dynamique sociale, économique (on paye la salle, leur transport, on leur confie la préparation des pauses, etc.). Elles ont choisi de continuer! »

De la Tunisie au Québec

Grâce à ce projet, Ilhem Messaoudi a eu l'occasion de sortir de son pays pour la première fois de son existence : « Une porte s'est ouverte sur le monde entier! Reçue à Longueuil dans le cadre d'un stage réservé à des acteurs et actrices gestionnaires d'OPA venus du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de Tunisie. C'était à la toute fin de l'automne 2024.

Ce qu'elle en retient? La grande organisation de la société québécoise, les routes, le travail, la propreté; l'accueil des gens croisés au hasard; la présence des produits locaux dans les commerces, les restaurants, la fierté à l'égard de l'acériculture. Les visites de ferme l'ont aussi marquée, tout comme le discours sur la relève : « Je n'avais jamais imaginé qu'on tient autant à la famille, on voit des générations engagées sur une même ferme, les jeunes n'ont pas à attendre la mort des parents pour acheter, investir et œuvrer avec eux. Tout ça est très inspirant pour l'avenir de l'agriculture tunisienne ».

